

Rapport financier de l'exercice 2015

Bilan

Le total bilantaire par rapport à 2014 diminue sensiblement. Ceci est la conséquence de deux facteurs.

L'année 2015 est la deuxième année d'un contrat de subsidiation dont l'association bénéficie de la part du gouvernement belge. Par conséquent, en 2014, Echos Communication bénéficiait encore des créances de la 2^{ème} et de la 3^{ème} année. En 2015, cette créance des années futures se réduit à la créance de la 3^{ème} année et diminue donc le total bilantaire.

Les investissements de l'ONG sont quasi totalement amortis et n'ont pas été remplacés en 2015. Ceci n'est pas un problème en soi : le patrimoine physique mobilier de l'ONG se réduit à des meubles et à de l'équipement de bureautique. Le mobilier ne doit pas être remplacé et est parfaitement fonctionnel. Quant au parc informatique et les imprimantes, leur renouvellement sera inclus dans les investissements proposés au financement du gouvernement dans le prochain plan quinquennal.

Actif

En prévision d'activités génératrices de revenus comme du conseil, l'association s'est assujettie à la TVA. Ceci a un effet plutôt positif sur toutes les dépenses non-subsidiables, sur lesquelles l'association récupère dorénavant la TVA.

En fin d'année 2015, Echos Communication a décroché un subside de Wallonie-Bruxelles pour le projet sur la déconstruction des préjugés au Maroc. Ce subside est confirmé en 2015 bien que les dépenses ne s'opéreront qu'en 2016, d'ù son inscription en créance.

Les co-financements à recevoir de la Fondation M sont des promesses de dons des années précédentes qui n'ont pas encore été libérées. Ceci est principalement dû au fait que les subsides se sont mieux répartis sur l'année et en plus grande quantité, ce qui diminue la pression sur la trésorerie.

La créance de Gautier Brygo, collaborateur au Maroc, reflète des avances de caisses qui ont été faites pour mener les activités du projet, alors que les fonds inscrits au budget de la Région de l'Oriental ne sont pas encore libérés. Comme Echos Communication ne dispose pas de statut légal au Maroc, il lui est impossible d'ouvrir un compte en banque. Pour remédier à cette situation, les avances caisses sont dès lors inscrites en son nom propre, bien qu'elles ne reflètent pas des transactions personnelles. Ce point a été particulièrement analysé par le Commissaire aux Comptes.

Les avances au CGLU A sont entretemps apurées, mais pas celles du REMESS, avec qui nous sommes en discussion pour la récupérer.

Passif

Cette année encore, l'association clôture ses comptes en équilibre, avec un léger bénéfice de 2.800€. C'est une bonne nouvelle.

L'association a recouru à un prêt de trésorerie auprès de Parpimo, prêt qui a entretemps été remboursé. Cette situation de trésorerie difficile a heureusement été rare cette année.

Compte de Résultats

Une Fédération internationale a fait appel aux services d'Echos Communication pour effectuer son évaluation. Elle a été très satisfaite des résultats et l'opération a été une source de revenus appréciable pour l'ONG : les recettes s'élèvent à 91.500 €, les dépenses suite à l'engagement d'une personne supplémentaire pour effectuer la mission s'élevaient à 30.500 €, ce qui donne un résultat net sur cette activité de 61.000 €.

Chaque année également, nous faisons appel à un Fonds pour nous financer notre formation continue, le Fonds4S. Ces formations maintiennent l'équipe à niveau.

Les rentrées Wallonie-Bruxelles International sont stables par rapport à l'année passée et représentent une participation de la Région au co-financement de l'ONG dans le cadre du subside fédéral.

L'association a soumis une demande de fonds à une autre Fondation qui a été acceptée pour 10.000 €, ce qui est repris dans l'intitulé « Dons Entreprise- ASBL ».

Dans l'ensemble des dépenses, trois éléments expliquent les dépenses plus élevées par rapport à l'année dernière :

1. le coût de la sous-traitance pour l'évaluation WSBI qui explique des coûts plus élevés en 2015 comparés à 2014,
2. les frais de bénévoles, dédommagés mais non-rémunérés, principalement pour la préparation du dossier pour le screening, ainsi que pour la création du film par Wivine
3. une deuxième année d'activités du programme DGD qui a atteint sa vitesse de croisière et dont les dépenses sont donc plus importantes, comparativement à 2014

A noter que la plupart des frais récurrents sont maintenus au plancher, voire pour certains ont diminué. La téléphonie par exemple est une rubrique qui diminue car est remplacée graduellement par des conversations Skype.

Conclusions

La situation d'une année à l'équilibre recouvre une toute autre réalité que les années précédentes en termes de recettes et de dépenses. En effet, la diversification des recettes est enclenchée, ce qui a tant un effet sur le montant des recettes que sur celui de la réduction des risques par rapport aux bailleurs et clients.

Le travail n'est pas fini, loin s'en faut. Ainsi, les deux grandes dépendances financières vis-à-vis de la DGD et de la Fondation M doivent encore être diminuées et requérir toute notre attention.